A C O R A M

ASSOCIATION DES OFFICIERS DE RÉSERVE DE LA MARINE NATIONALE

SECTION DE SAINT-MALO / RENNES

Novembre 2023

Site ACORAM : http://www.acoram.fr

Président :	C.F. (H) Antoine Virenque	06 72 34 01 42	section.saintmalo@acoram.fr
Vice-président :	C.F. (H) Claude-Henri Ronin	06 07 03 35 25	chr.combourg@gmail.com
Secrétaire :	C.F. (H) Alfred Joël Le Gourriérec	06 31 10 44 87	ajlg2@orange.fr
Trésorier :	C.F. (H) Yves Pauthier	06 77 22 31 22	yves.pauthier@orange.fr
Coopérative :	C.F. (H) Loïc Coulbeaux	06 07 01 06 05	louis.coulbeaux@yahoo.com
Logistique :	E.V.1 (H) Jean-François Nottin	02 99 88 14 25	jean-francois.nottin@orange.fr
Conseiller :	C.V. (H) Eric Barrault	06 20 28 45 07	barraulteric4@gmail.com
Conseiller :	E.V.2 (R) Jean Lazareff	06 08 53 55	55_jeanlazareff@wanadoo.fr

Réunions de la section, dimanches 26 novembre et 17 décembre

Pour mémoire, réunion à 11 heures à la salle polyvalente du port des Sablons. Il est rappelé que les conjoints sont les bienvenus.

In memoriam

C.F (H) Bernard Taddéi

Notre camarade, né en 1946, est décédé le 30 octobre. Son corps d'origine était celui des officiers spécialisés de la Marine. Il avait été professeur technique de l'enseignement maritime. Il était par ailleurs titulaire d'un master2 en Banque-Finance.

Nous nous associons également à la peine de notre camarade Eric de la Grand'Rive pour le décès de son épouse Béatrice survenu le 11 novembre.

Cérémonies de remise du fanion aux PMM

- Samedi 2 décembre, 10h30 à Chateaugiron (cour du château – Hôtel de Ville) pour la PMM de Rennes, accueil à partir de 10 heures
- Samedi 9 décembre, 11 heures à Dinard (plage de l'Ecluse, promenade des Alliés) pour la PMM de Dinard / Saint-Malo

Marins-Pompiers de Marseille

Novembre 2023

Le 9 novembre 2023, l'amiral Vaujour, chef d'état-major de la Marine (CEMM), a rencontré les marins du bataillon de marins-pompiers de Marseille (BMPM).

Le chef d'état-major de la Marine rencontre les marins-pompiers de Marseille - © Marine nationale

Accueilli au centre d'incendie et de secours de Louvain par le vice-amiral Mathieu, commandant le BMPM, le CEMM a rencontré les marins-pompiers qui lui ont présenté leur caserne, leurs missions, ainsi que les engins opérationnels. Sa visite lui a permis de rencontrer le personnel de garde et d'assister à plusieurs démonstrations de savoir-faire. Ainsi, le médecin armant l'ambulance de réanimation a exposé le volet sanitaire et présenté le véhicule de soutien sanitaire opérationnel, déclenché en cas de risque avéré pour le personnel sur de longues interventions.

L'équipe opérationnelle spécialisée « Appui robotisé » a présenté robots et drones en expliquant la plus-value de ces outils modernes notamment sur des chantiers difficiles d'accès ou dangereux pour les intervenants.
Le groupe d'interventions maritimes aérocordable, appartenant à la section opérationnelle spécialisée « Interventions héliportées », a expliqué ses missions menées à bord des navires dans le cadre du contre-terrorisme maritime.

La délégation a ensuite rejoint l'état-major pour une visite du centre opérationnel du service de secours et d'incendie de Marseille, le COSSIM, premier maillon de la chaîne opérationnelle qui gère, organise et coordonne toute l'activité du bataillon de marins-pompiers et où convergent plus de 376 000 appels annuels au 18. Un moment d'échange a été réservé avec le personnel du Bataillon, tous grades et niveaux d'emplois confondus.

La visite s'est achevée au centre d'incendie et de secours de la Bigue où les moyens de secours nautiques et le véhicule de détection, identification et prélèvement (VDIP) lui ont été présentés.

L'amiral Vaujour a exprimé toute sa satisfaction et sa fierté face au professionnalisme et au dévouement des marins-pompiers, ainsi qu'envers leur expertise. Après sa rencontre avec le personnel du bataillon, le CEMM a signé le livre d'or en qualifiant cette unité de remarquable et singulière.

(Source CESM)

LES ENJEUX STRATÉGIQUES DE L'ASIE DU NORD

L'Asie du Nord est le témoin direct de la montée en puissance de la marine chinoise, de la réaffirmation de la présence de la marine japonaise et de l'ascension de la marine coréenne. Cette région est également le théâtre de tensions territoriales et de contestations du droit international. En parallèle, de multiples défis s'imposent, à la fois sur les plan sécuritaire (prolifération nucléaire nord-coréenne) et économique.

LA CHINE, DES AMBITIONS STRATÉGIQUES FORTES Depuis l'arrivée de XI Jinping au pouvoir, la stratégie régionale chinoise a pour objectif principal de développer son influence en Asie du Nord. À l'époque de Deng Xiaoping, le pays concentrait ses efforts sur son développement économique et la défense de ses intérêts dans cette zone était reléguée au second plan. Aujourd'hui seconde puissance économique mondiale, la politique étrangère chinoise a changé ; elle avance ses pions dans la région et assume pleinement cette quête d'influence en Asie du Nord. D'ailleurs, la Chine remet en question le terme et le concept d'« Indopacifique » perçu comme une forme d'ingérence occidentale cachant les ambitions américaines. De fait elle prend position contre l'alliance AUKUS, le Quad et toute forme de renforcement de la coopération entre la Corée du Sud et le Japon, n'hésitant pas à rappeler les différents contentieux territoriaux et mémoriels existant entre les deux pays. Parallèlement, la Chine et la Russie renforcent leur coopération sur le plan militaire. Les deux puissances partagent une vision commune des États-Unis, perçus comme les principaux fauteurs de troubles dans la région. En dépit de l'invasion de l'Ukraine, la Chine et la Russie continuent leurs exercices militaires conjoints. Dans les années à venir, les deux pays seront amenés à renforcer leur coopération, d'autant que l'armée chinoise n'a encore que peu d'expérience opérationnelle. Sur le plan économique, l'économie chinoise connait un net ralentissement consécutif à la crise de la Covid-19. Malgré ses relations difficiles avec la Corée du Sud et les États-Unis, elle maintient des liens étroits avec les deux puissances, notamment sur le plan des technologies. Mais elle veut sortir de cette interdépendance et renforcer sur la scène internationale ses propres ambitions stratégiques, très fortes depuis 10 ans. Pour cela, la Chine se dit prête à payer « le prix fort ».

LA CORÉE DU SUD, UNE STRATÉGIE DE DÉFENSE OPTIMALE Pour la Corée du Sud, la menace nord-coréenne demeure la préoccupation principale. Les deux pays sont officiellement en guerre depuis 73 ans, malgré l'armistice signé en 1953. 20 millions de sud-coréens restent à la portée des canons et des missiles du Nord, Séoul est en effet situé à 50km de la frontière entre les deux pays. En parallèle, les deux Corées sont engagées

dans « la guerre du crabe », un conflit maritime intercoréen en mer Jaune qui a lieu autour de la « Northern Limit Line », partie maritime occidentale de la frontière intercoréenne, et s'étend également à l'île de Baengnyeong. De nombreux incidents entre les deux pays ont été recensés dans cette zone : tirs de missiles, incursions de drones, tirs d'artillerie. De fait, la stabilité dans la péninsule ne s'améliore pas, d'autant plus que la Corée du Nord a récemment inauguré un sous-marin disposant supposément de missiles nucléaires tactiques. Face à la menace nord-coréenne, la Corée du Sud opte pour une stratégie de défense optimale ; le budget de son armée avoisine les 2,6% du PIB. Le pays conserve un lien très fort avec les États-Unis (28 500 soldats américains sont stationnés sur le sol sud-coréen). L'escale récente d'un SNLE américain, historique depuis 1980 témoigne de ce lien fort. Les deux pays font par ailleurs régulièrement des exercices navals conjoints créant un signal stratégique fort dans la région, surtout envers la Chine, la Russie et la Corée du Nord. L'objectif principal étant de décourager la Chine dans ses ambitions régionales
La Corée du Sud entretient malgré tout des relations d'interdépendance avec ses plus proches voisins et doit trouver un équilibre entre d'un côté son alliance avec les États-Unis, le contentieux historique avec le Japon et par ailleurs ses contentieux territoriaux avec la Corée du Nord. Militairement, la Corée du Sud est caractérisée par son absence de profondeur stratégique, et sa situation dans la région, vis-à-vis des États-Unis et de la Chine. En effet, soucieux de ne pas froisser les États-Unis, les sud-coréens souhaitent maintenir une interdépendance forte mais aspirent parallèlement à devenir de plus en plus indépendants des technologies de pointe, notamment grâce au développement d'un complexe academico-militaro-industriel puissant

LE JAPON, UN IMPORTANT RÉARMEMENT MILITAIRE Pendant longtemps, le Japon a été l'acteur économique le plus important dans la région. Aujourd'hui, le pays a conscience de son essoufflement économique et cherche à revêtir une image plus lisse en jouant essentiellement sur son soft power. A partir des années 1990, la défense japonaise se modernise progressivement. La constitution pacifique de 1947 imposée par les États-Unis prohibait une armée nationale et n'autorisait que des « forces d'autodéfense », mais la guerre de Corée de 1950 a eu plus tard pour conséquence la remilitarisation du pays et son développement technologique. Le premier ministre Shinzo Abe (2006-2007 et 2012- 2020) a insufflé une nouvelle stratégie nationale de défense marquée par un réarmement militaire et une hausse du budget consacré à la défense avoisinant 1% du PIB. Le Japon craint en effet directement les agissements de ses voisins chinois, nord-coréens et russes. Cette inquiétude est principalement liée aux activités chinoises en mer de Chine orientale. Dans cette optique, le réarmement japonais concerne 300 avions de combat, une dizaine de bâtiments de surface et repose sur trois piliers : compter sur ses propres forces, renforcer l'alliance nippo-américaine et engager une coopération internationale avec les pays alliés. L'objectif final étant d'afficher le Japon avec un grand nombre de partenaires. Enfin, le Japon concentre ses efforts sur le rehaussement de

sa BITD afin de reconquérir une supériorité technologique face aux forces militaires.

(Source CESM)

Méditerranée orientale : un premier exercice amphibie placé sous le sceau de la coopération franco-chypriote

Du 8 au 10 novembre, le porte-hélicoptères amphibie (PHA) *Tonnerre* et ses détachements ont pris part à une séquence en coopération avec les forces armées chypriotes dans le sud de l'île. Cette séquence conjointe a permis de renforcer l'interopérabilité des forces en présence, dans un contexte régional incertain.

Méditerranée orientale : un premier exercice amphibie placé sous le sceau de la coopération franco-chypriote

Après une première action de reconnaissance sous-marine effectuée par les plongeurs démineurs dans la nuit, le groupe de fusiliers marins est intervenu pour reconnaître et prendre d'assaut une zone de débarquement située sur une base navale chypriote. Ces forces avancées ont été appuyées depuis les airs par un drone S100 et des hélicoptères du Sous-groupement aéromobile (SGAM).

La phase majeure de l'opération a alors pu débuter avec le débarquement des véhicules du GTE sur les côtes chypriotes. Les premières unités ont eu pour mission de sécuriser puis d'aménager le terrain avant que le gros des troupes débarque et agit conjointement avec les forces armées chypriotes. En parallèle, des mouvements aériens ont été initiés depuis le pont d'envol du *Tonnerre* afin d'apporter un appui aux troupes au sol grâce au concours des hélicoptères embarqués.

Pendant 24 heures, les unités se sont engagées dans de nombreuses manœuvres tactiques impliquant aussi bien des équipes de neutralisation d'explosifs que des équipes cynophiles. En lien avec les unités médicales, les

hélicoptères du SGAM et deux hélicoptères Gazelle chypriotes ont également conduit des exercices d'évacuation de blessés vers le PHA avant d'achever l'exercice par les manœuvres de rembarquement du GTE.

L'intégralité de l'exercice a été commandé depuis l'état-major interarmées embarqué sur le PHA *Tonnerre*. Deux officiers de liaison de la marine chypriote ont notamment été insérés au sein de l'état-major afin de garantir la coordination des forces aériennes et des forces débarquées. Pendant que les manœuvres à terre ont été conduites, les marins du PHA ont dû faire face en mer à trois patrouilleurs côtiers chypriotes, l'*Ammochostos, le Tsomakis et le Georgios*.

A l'issue de l'exercice, le *Tonnerre* et ses hommes ont poursuivi leur mission en Méditerranée orientale afin de contribuer à l'appréciation autonome de situation de la France dans la région.

Dans le contexte de tensions actuelles, la France a renforcé son dispositif militaire en Méditerranée orientale. Le porte-hélicoptères amphibie (PHA) Tonnerre a appareillé de Toulon le 25 octobre 2023 vers la Méditerranée orientale. La Task Force 471 est actuellement composée du PHA Tonnerre et de son GTE, de la frégate multi-missions (FREMM) Alsace et d'un avion patrouille maritime Atlantique 2 (ATL2). Cette force permet à la France de disposer d'une capacité d'appréciation autonome de situation et d'être prête à faire face à toute évolution de la situation dans la zone.

(Source Marine Nationale)

Conférence des Régions Périphériques Maritimes.

Comptant parmi les rassemblements de collectivités les plus importants à l'échelle européenne, la Conférence des Régions Périphériques et Maritimes (CRPM) célèbre ses 50 ans à Saint-Malo, ces 16 et 17 novembre, là même où elle a été créée. Entre ateliers thématiques et rencontres bilatérales, la CRPM tient aussi son assemblée générale jeudi et vendredi. À cette occasion, les nouveaux dirigeants de l'association ont été désignés et c'est Loïg Chesnais-Girard, Président de la Région Bretagne, qui a été élu à la tête de de la CRPM. Créer pour agir en faveur d'un développement plus équilibré de l'espace européen, la CRPM opère à la fois comme un think tank et un groupe d'intérêt. Depuis 50 ans, l'association appelle ainsi à une vision prospective du projet européen dans lequel les régions périphériques maritimes défendent le droit de leurs citoyens à bénéficier des mêmes chances que tous les Européens. Ses priorités se concentrent sur la cohésion sociale, économique et territoriale, les politiques maritimes, la croissance bleue et l'accessibilité. Parmi ces autres domaines d'intervention, la gouvernance européenne, l'énergie et le changement climatique. Son rôle assumé est de représenter, auprès des institutions européennes, les besoins et intérêts des Régions membres, pour qu'ils soient pris en compte dans toute politique ayant un fort impact territorial. Comme tous les dix ans, la CRPM revient à la source : fondée en 1973 à Saint-Malo, elle y fête donc

cette année ses 50 ans. À cette occasion, ses représentants ont échangé au cours de sessions plénières et ateliers de travail sur les grands thèmes de l'actualité européenne : transitions, souveraineté alimentaire, accessibilité, solidarité territoriale et défense. Jusqu'alors présidée par la conseillère du comté norvégien de Vestfold og Telemark, Gunn Marit Helgesen, la CRPM a renouvelé ses membres et désigné Loïg Chesnais-Girard nouveau président. La Bretagne avait déjà occupé la présidence de l'association, en la personne de Jean-Yves Le Drian, de 2010 à 2013. « Faire entendre la voix de nos régions maritimes et leurs spécificités à Bruxelles » « Cette élection est un honneur pour moi et une chance pour la Bretagne. Porter la voix des régions excentrées et maritimes de l'Europe, de leurs citoyens et de leurs élus, est une mission qui me passionne, et je sais toute la responsabilité qui m'incombe. Je compte faire entendre la voix de nos régions maritimes, et donc de la Bretagne, en Europe. Je pense notamment à l'accessibilité de nos territoires, à toutes les opportunités liées à la mer, et à la nécessaire cohésion européenne. La CRPM doit rester un laboratoire, un producteur d'idées nouvelles, pour participer et améliorer sans cesse le projet européen, et promouvoir son idéal, dans ces temps troublés. J'ai en tête les échéances européennes de 2024 ; la CRPM doit pouvoir anticiper les nouvelles orientations à venir. Je remercie les représentants de la CRPM pour leur confiance, ils peuvent compter sur mon engagement. ». Loïg Chesnais-Girard, Président de la Région Bretagne et nouveau Président de la CRPM.

(Source : Communiqué de la Région Bretagne, 16/11/23)

On peut rappeler que c'est à l'initiative de René Pleven que s'est réunie le 21 juin 1973 à Saint-Malo pour la première fois la Conférence des régions périphériques maritimes d'Europe. René Pleven dès 1961 avait conclu son livre l'Avenir de la Bretagne par la formule « l'Europe commence à l'Océan ».